

Comme les socialistes et les libéraux, la droite européenne est devenue un agent du naufrage de la civilisation européenne. Le Fidesz de Viktor Orbán doit donc claquer la porte du PPE et créer au plus vite une alliance avec l'Italien Matteo Salvini, le PiS polonais et le FPÖ autrichien. C'est ce que réclame en substance un éditorial paru aujourd'hui dans un quotidien hongrois très proche du pouvoir, le *Magyar Nemzet*.

Un éditorial paru aujourd'hui dans le *Magyar Nemzet* exhorte le Fidesz et Viktor Orbán à prendre les devants d'[une éventuelle exclusion du Parti populaire européen](#). Une exhortation ou une façon douce de préparer les esprits à une future manoeuvre du premier ministre hongrois ? Étant donné la grande proximité du quotidien avec le pouvoir, la deuxième option est assurément la plus réaliste.

Dénonçant les compromissions de la droite européenne avec les socialistes et libéraux sur la question migratoire, réitérant à plusieurs reprises les [accusations de collusion du PPE avec le milliardaire hongro-américain George Soros](#), ce texte non signé appelle à la création d'une « nouvelle alliance » pour « sauver l'Europe des nations » et [réarme le scénario d'un axe Rome-Budapest-Varsovie](#). En voici la traduction intégrale :

« Il est venu le temps de construire une nouvelle alliance. Et ce n'est possible qu'en se défaisant de l'ancienne. Le moment est venu pour le Fidesz de cesser de s'humilier à négocier avec le Parti populaire européen. Ce parti populaire [n'est plus celui de Helmut Kohl](#).

Le parti populaire actuel ne se différencie plus ni des socialistes, ni des libéraux. Ils tiennent le même discours. Ils se tiennent prêts pour construire une grande coalition européenne.

Le parti populaire ne défend plus ni la nation, ni la chrétienté, ni le modèle familial traditionnel, ni quoi que ce soit qui puisse être qualifié de tradition européenne. Le parti populaire est devenu le serviteur d'un libéralisme malade. Par peur, par vénalité, par conviction, sous la pression agressive de la presse occidentale – qu'importe.

Le libéralisme, qui était autrefois l'idéologie et la philosophie d'une bourgeoisie souhaitant l'avènement des États-nations, en est désormais le contempteur. Pas avec la même simplicité que la démocratie « populaire » qui signifiait l'absence et à la négation de démocratie, mais de façon bien plus profonde. Le libéralisme a déclaré la guerre aux trois identités qui définissent un être humain.

« Le parti populaire a renié l'héritage de Helmut Kohl au profit du cauchemar de la « société ouverte » promu par George Soros »

Il a liquidé l'identité religieuse de l'homme européen occidental, il est en train de liquider

l'identité nationale de l'homme européen occidental, et il s'apprête à faire de même avec l'identité de genre de l'homme européen occidental. C'est ce à quoi nous devons faire face, et c'est ce qui doit être dit en premier. Sans ces trois identités, il n'y a pas d'Europe, pas de culture européenne, ni de civilisation européenne.

Le parti populaire a renié l'héritage de Helmut Kohl au profit du cauchemar de la « société ouverte » promu par George Soros, quel que soit le sens qu'on lui donne.

Aujourd'hui, l'homme fort de l'Europe est une marionnette aux prises avec une crise mentale et morale, qui est tenue par Soros. Sans doute pas tenue financièrement, mais en tout cas intellectuellement. Les dirigeants du parti populaire, Joseph Daul et Manfred Weber, ont désormais dit clairement qu'ils ne soutiendraient que cette ligne. L'ultimatum de Weber a démontré qu'il n'y a plus aucun intérêt à négocier.

Les dirigeants de l'Europe, les tchinovniks de Bruxelles ont décidé après la crise de 2008 qu'il fallait qu'adviennent les États-Unis d'Europe. Le principal obstacle à ce projet est la tradition nationale européenne, l'existence de nations européennes. Dès lors, il fallait lever cet obstacle. Mais comment éliminer les nations ?

Comme ceci : en créant des sociétés mixtes. C'est la principale raison du soutien à l'immigration, si l'on met de côté la crise démographique et l'état du marché du travail. C'est l'objectif de la société ouverte promue par Soros, et c'est l'objectif qui dicte toute la politique du parti populaire, de concert avec les libéraux et les socialistes. C'est avec cette politique qu'il ne faut pas transiger. Le Fidesz ne peut plus se permettre de prendre part à cette coalition socialiste et libérale obligée.

Imaginez une seconde que l'on essaie d'imposer à notre famille politique de pactiser avec, par exemple, les proches de Gyurcsány. Cet n'est pas inimaginable : Weber a justement salué hier [ce type d'entente électorale en Pologne](#). Le Fidesz ne peut pas se permettre d'abandonner tout ce pour quoi il s'est battu.

[Orbán à Băile Tușnad: « le mouton noir deviendra troupeau »](#)

Viktor Orbán, qui a toujours été un combattant acharné de la véritable Europe, ne peut pas trahir cette Europe et les vraies valeurs européennes, au nom d'un parti populaire qui a renié ce qu'il a été, au nom d'un ultimatum adressé par des dirigeants qui ont tourné le dos au conservatisme, à la chrétienté et à l'héritage de Kohl.

Le parti populaire a fait le choix des socialistes et des libéraux, c'est à eux qu'il cherche à plaire.

Il ne reste qu'un chemin pour le Fidesz : celui d'une nouvelle alliance. Viktor Orbán et le Fidesz doivent quitter le Parti populaire européen et former une coalition avec Matteo Salvini, le Parti autrichien de la liberté ou encore avec le parti gouvernemental polonais ! C'est là que réside aujourd'hui l'intérêt de l'Europe et de la magyarité.

Il ne faut pas attendre plus longtemps – et pour être plus précis : il est interdit d'attendre davantage ! Ce n'est que comme cela que l'on pourra rester aux avant-postes de la lutte contre l'immigration, que l'on pourra sauver l'Europe des nations et, avec elles, la Hongrie. Le premier ministre hongrois devra jouer un rôle de premier plan. C'est la suite cohérente de tout ce qu'il a toujours porté. »

[Zoltán Pogátsa : « Orbán est un néolibéral pur et dur »](#)